

LE SNPSSP APPELLE À UN MOUVEMENT DE PROTESTATION À PARTIR DU 25 OCTOBRE

# Vers un retour des grèves dans les hôpitaux

**Les praticiens spécialistes de la santé publique reprennent le chemin de la protestation en décidant d'une grève illimitée à compter du 25 octobre prochain. Le SNPSSP justifie ce débrayage par «le black-out imposé par la tutelle et par les autorités publiques et le non-respect des engagements pris concernant les principales revendications du syndicat».**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - «Le ministère vient de nous saisir pour nous réunir et arrêter un programme de travail mais nous n'en avons pas besoin, nous demandons le respect des accords conclus précédemment», a déclaré, hier, le docteur Yousfi, président du SNPSSP, lors d'une conférence de presse tenue au lendemain de la tenue du conseil national du syndicat. Il précisera, néanmoins, que son syndicat est prêt à entamer les discussions avec la tutelle s'il est sollicité. Le syndicaliste soulignera aussi le «constat de fuite en avant du ministère et des pouvoirs publics sur l'accord qui n'a pas été respecté». «Les problèmes soulevés il y a des années n'ont pas trouvé de solution à ce jour en dépit des promesses des ministres qui se sont succédé à

la tête du secteur. Nous avons donc décidé de cette grève qui a été retenue et votée sur la base de notre plateforme de revendications.

Cette dernière est relative à l'amendement du statut particulier, et il y a deux ans que nous brandissons cette revendication concernant un statut qui n'est pas conforme à la loi et qui a été l'objet d'une grève l'année dernière de trois mois et de six jours en mai dernier», explique le docteur Yousfi. Il précisera, en outre, qu'il y a une anomalie dans le dossier des praticiens spécialistes au niveau de la Fonction



Photo : Samir Sid

publique où il se trouve depuis le mois d'avril dernier. Concernant la question du régime indemnitaire, le syndicat dénonce «certains aspects où il y a discrimination

de niveau d'indemnités comme cela est le cas en comparaison avec l'enseignement supérieur». Le président du SNPSSP évoquera, en outre, le problème d'in-

demnité des Hauts-Plateaux et du Sud qui, selon lui, est calculée sur l'ancien salaire de base, «ce qui pénalise les spécialistes et les dissuade de travailler dans ces zones», dénonce l'intervenant. Sont aussi soulevées les questions relatives aux mesures incitatives concernant le service civil ainsi que le quota national de logements de fonction et la prime d'intéressement.

Les médecins spécialistes mettent aussi l'accent sur l'urgence d'une promulgation rapide des différentes primes et indemnités communes pour les personnels. Il s'agit, notamment, des primes de garde, d'intéressement et de contagion. Le SNPSSP exige aussi d'être associé, au même titre que tous les partenaires sociaux, à l'élaboration de la nouvelle loi sanitaire.

F.-Z. B.

SUITE À LEUR RASSEMBLEMENT RÉGIONAL DE L'EST

## Les généralistes de santé publique haussent le ton

**Réuni en conclave régional des wilayas de l'Est à l'Ecole de formation paramédicale de Constantine (EFPM), le Syndicat national des médecins généralistes de santé publique (SNMGSP) a réitéré son appel au ministère de tutelle pour «accélérer la définition des critères régissant les modalités de passage de grade».**

Il s'agit, en fait, des modalités de passage de grade de médecin généraliste principal vers celui de médecin généraliste en chef, lesquelles restent toujours «non définies clairement par les textes». Situation, du reste, qui a conduit au blocage de la carrière des médecins généralistes, notamment des praticiens sur le départ à la retraite.

«Il est vrai que ce point est consacré par notre statut, mais les modalités d'application du passage de grade de médecin

généraliste vers celui supérieur de médecin généraliste en chef ne sont toujours pas définies par les textes avec précision», a indiqué, hier, Salah Laouar, président du SNMGSP. Et sur ce point précisément, souligne le président du SNMGSP, «nous avons demandé au ministre de tutelle lors de nos différentes réunions de travail la mise en place dans les plus brefs délais des modalités définissant les critères de passage d'un grade à un autre».

Aussi, indique-t-on, «des propositions pratiques» seront débattues et arrêtées par les syndicalistes lors de ce regroupement régional, et seront transmises, prochainement au ministère de la Santé.

A l'ordre du jour également, il a été question de la formation médicale continue, «indispensable, si on veut, estime M. Khengui, coordinateur à l'Est du syndicat, dispenser aux malades une prise en charge médicale appropriée et efficace».

Partant de ce fait, Salah Laouar dira : «Nous voulons à travers la formation médicale continue mettre à niveau les médecins généralistes, qui jouent, faut-il le noter un rôle de confluent, et cela pour une

meilleure prise en charge des malades.

Et puis revaloriser le médecin généraliste par rapport à la société, lui qui est en contact permanent de par la nature de son travail au niveau des hôpitaux et les établissements de santé de proximité avec la population.

En bref, remettre le médecin généraliste dans la vraie position qu'il a occupé tout le temps.» Abordant la question des «médecins chômeurs», formés à coups de milliards pour se retrouver en fin de compte à la rue, le président du syndicat des médecins généralistes a appelé à «l'intégration» de ces derniers.

Farid Benzaid

SIDI BEL-ABBÈS

## Mouvement de contestation dans la localité d'Amalza

Les habitants de la localité d'Amalza, relevant de la daïra de Merine, dans le sud de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, se sont, dans la journée d'hier dimanche, rassemblés dans le centre-ville après avoir coupé à la circulation la RN 94 reliant leur village au chef-lieu de daïra avec des pneus brûlés. Ils ont dressé des tentes devant la mairie pour tenter d'attirer l'attention des autorités locales sur leur situation qu'ils qualifient de désastreuse.

Leurs principales revendications s'articulent autour de la réfection de la RN 94 sur 9 km,

l'alimentation en eau potable, une ambulance, une permanence médicale, un CEM, un centre de formation et un bureau de poste. Les citoyens très remon-

tés ont déclaré que bien des promesses leur ont été faites dans le passé sans que leurs conditions de vie ne changent à ce jour. Les contestataires

attendaient de ce rassemblement la venue du wali pour un éventuel entretien avec leurs représentants.

A. M.

## Décès du jeune qui s'est immolé par le feu

A. S, l'homme de 31 ans qui s'était aspergé d'essence en son domicile sis Novio Sidi Lahcen, dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, jeudi dernier, a rendu l'âme, dans la journée du samedi suivant, au niveau des UMC du CHU de Sidi Bel-Abbès, après trois jours d'hospitalisation. Pour rappel, ce jeune homme marié, chômeur s'est, dans un moment de désespoir, aspergé d'essence avant de craquer une allumette sous le regard ahuri de ses proches. Malgré les secours apportés, le jeune homme a été brûlé au 3<sup>e</sup> degré. Evacué vers les UMC, il a rendu l'âme quelques jours après.

A. M.

### PLAINTÉ DE LOUISETTE IGHILAHRIZ CONTRE YACEF SAADI

### Classée sans suite

L'avocat Mokrane Aït-Larbi est en colère contre l'institution judiciaire. Dans un communiqué qu'il nous a fait parvenir, il dénonce le fait que la plainte déposée par sa plaignante M<sup>me</sup> Louisette Ighilahriz contre Yacef Saâdi, sénateur, soit restée sans suite.

«Le parquet d'Alger devait, conformément à la Constitution et au code de procédure pénale, entendre la plaignante sur procès-verbal et transmettre la plainte au Sénat par la voie du ministère de la Justice pour la levée de l'immunité parlementaire, procédure préalable aux poursuites. Mais quatre mois et demi après le dépôt de la plainte, la plaignante n'a reçu aucune notification», dit-il.

Le contentieux est né suite aux déclarations de Yacef Saâdi réfutant le passé de moudjahida de la plaignante. Son avocat rappelle que M<sup>me</sup> Ighilahriz «a été grièvement blessée au maquis, arrêtée, torturée pendant 75 jours par l'armée française et emprisonnée à Barberousse, El-Harrach et en France, avant d'être libérée en 1962».

B. T.